



**Soisy**  
sous-Montmorency

Services Techniques  
CL/CT

## ARRETE DU MAIRE

PRIS LE 02 DEC. 2019

PERMANENT N°247/2019

---

**OBJET : Implantation d'un arrêt absolu imposé par un panneau « STOP » avec signalisation horizontale et verticale, avenue Voltaire.**

---

Le Maire de Soisy-sous-Montmorency,  
Vice-président délégué du Conseil départemental du Val d'Oise,

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-24, L2212-1, L2213-1 et suivants,

**VU** le code de la route en vigueur et notamment l'article R.415-6 et R411-25,

**VU** l'article R610-5 du Code Pénal,

**VU** les décrets 2001-250 et 2001-251 du 22 mars 2001 modifiant le code de la route,

**VU** l'arrêté interministériel du 16 mai 2001 portant modification de l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

**CONSIDERANT** qu'il convient de réglementer la circulation avenue Voltaire, par l'implantation et la matérialisation d'un arrêt absolu imposé par un panneau « STOP » avec signalisation horizontale et verticale.

**CONSIDERANT** qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer la sécurité, ainsi que de bonnes conditions de circulation et de stationnement.

## ARRETE

**Article 1 :** A compter du 2 décembre 2019, un arrêt absolu imposé par un panneau « STOP » est implanté sur l'avenue de Voltaire à l'intersection avec l'avenue de Normandie.

**Article 2 :** Une pré-signalisation et une signalisation conforme au code de la route sont mises en place par les services techniques municipaux.

H.

**Article 3** : Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 4** : La directrice générale des services de la ville, le commissaire de police de la circonscription de Montmorency - Enghien-les-Bains, le commandant de la brigade de gendarmerie de Montmorency, le responsable de service de la police municipale de Soisy-sous-Montmorency, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire,  
Vice-président délégué du Conseil départemental

Luc STREHAIANO



Acte rendu exécutoire en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT.

Le **02 DEC. 2019**

*La présente décision administrative peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans le délai de deux mois à compter de sa notification.*